

Intervention Pierre Ménard Ministère

À ce que viennent de décrire les représentants de plusieurs collectifs s'ajoutent ce que plusieurs autres, empêchés, nous ont instamment demandé de vous transmettre, et que vous trouverez détaillé dans ce dossier...

Je serai donc bref pour citer, entre autres :

1 – L'Association Fer en Caux qui se bat pour la réouverture de la ligne Bréauté-Fécamp que RFF vient de fermer, une ligne capitale pour des centaines de personnes qui travaillent au Havre ou sur Paris ... et pour laquelle la promesse d'une réouverture en 2016 se heurte actuellement au manque d'engagement financier de l'État... et, cerise sur le gâteau, la SNCF vient de fermer ses points de vente pendant les week-ends !

2 – Convergence Rail 65 réclame notamment le maintien de plusieurs lignes (dont Montrejeau Luchon), le maintien du train de nuit « La Palombe » et aussi... voyons donc ! La réouverture ou le maintien de plusieurs points de vente

3 - L'Association Bordeaux-Blaye porte le mécontentement de 50 000 citoyens blayais qui doivent passer des heures et des heures en voiture pour joindre Bordeaux (on va mettre plus de temps pour aller de Blaye à Bordeaux que de Paris à Bordeaux en TGV !)... alors que le rétablissement commercial d'une ligne ferroviaire existante entre St Mariens et Blaye desservie par un TER les mettrait à 55 mn du centre de la métropole régionale... et permettrait en outre de désenclaver le port de Blaye

4 – L'Association pour le maintien et le développement de la ligne Carcassonne-Quillan (et avec elle, pas moins d'un Président de CG, 3 députés et un Sénateur de l'Aude) s'insurge contre le projet de fermeture de la gare de Quillan et demande l'exécution de travaux prévus dans le contrat de plan État-Région de... 2007-2013 !

5 – Pour mémoire, exposé par F. Portes, les revendications du CODELIAPP

6 – Pour mémoire également celles des Amis du Rail azuréen, dont les revendications sur le Nice, Breil, Tende, Cuneo sont semblables à celles portées ici par René Dahon

7 – Remontons vers le Nord-est... ou l'Association de défense de la ligne ferroviaire Nancy-Merrey s'étonne – et un peu plus ! – de ce que SNCF, RFF et Région s'appêtent, à l'aide de moyens dissuasifs plus que douteux, à arrêter le trafic sur une ligne récemment remise à neuf !

8 – À ces quelques cas dont vous trouverez les détails dans ce dossier – et nous attirons votre attention sur sa carte centrale qui témoigne de l'état déplorable de notre système ferroviaire ... et encore, depuis sa réalisation il y a deux ans, cela n'a fait qu'empirer...

... il faudrait ajouter, pour ne citer encore que quelques cas : la ligne Châlons en Champagne-Verdun, les triages d'Hourcade, de Villeneuve, de Somain, de Miramas, l'avenir des lignes POLLT, du Cévenol, du Béziers Neussargues Clermont, la nécessité de rouvrir Cahors-Figeac... ou encore la réouverture du service commercial entre Obermodern et Haguenau et ... partout, la déshumanisation des guichets et des trains...

9 – enfin, last but not the least, l'avenir des TET ... à propos duquel nous vous remettons le courrier que vient de nous faire parvenir, en réponse à nos inquiétudes, M. Le Vern pour la SNCF.

Je vous lis simplement ce paragraphe qui renvoie vers vous, l'État :

« Je souhaite cependant partager avec vous la décision de l'État de confier à une mission parlementaire la définition au premier semestre 2015 des principes de partage des responsabilités entre les trains INTERCITÉS de demain et les offres TGV et TER sur un territoire donné. Ces travaux devraient permettre, par une plus grande articulation, d'offrir un service de transport répondant au mieux aux besoins des clients. »

Nonobstant, d'une part qu'il est pour le moins étrange de nommer créer en 2015 une mission parlementaire ... pour étudier le sujet alors que la convention sera échue au 31 décembre 2014 ...

Prolonge-t-on en 2015 la convention en attendant les conclusions ??

... d'autre part, le fait que M. Le Vern tire déjà des conclusions avant même que la mission parlementaire ait donné les siennes...

... Nous, CNR...

- a) Nous demandons à être informés de la composition de cette commission parlementaire
- b) Et surtout, nous souhaitons, en tant que porte-parole des collectifs d'usagers sur tout le territoire français, être consultés par cette commission afin de lui faire connaître les difficultés rencontrées par les citoyens en matière de communications interrégionales... et les risques accrus de désertification des territoires.